

Exempt - appel en matière de droit du travail.

Audience publique du quinze juin, deux mille.

Numéro 23787 du rôle.

Présents:

Edmond GERARD, président de chambre, Eliane EICHER, conseiller, Françoise MANGEOT, conseiller, Nico EDON, premier avocat général,  
Isabelle HIPPERT, greffier

Entre:

la société anonyme A S.A., établie et ayant son siège social à x, représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions,

appelante aux termes d'un exploit de l'huissier de justice Camille FABER d'Esch-sur-Alzette du 21 juillet 1999,

comparant par Maître Grégori TASTET, avocat à la Cour à Luxembourg,

et:

1) B, ouvrier, demeurant à x,

intimé aux fins du susdit exploit FABER,

comparant par Maître Chris SCOTT, avocat à la Cour à Luxembourg,

2) l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, pris en sa qualité de gestionnaire du Fonds pour l'emploi, représenté par son Ministre d'Etat, établi à L-1352 Luxembourg, 4, rue de la Congrégation,

intimé aux fins du susdit exploit FABER,

comparant par Maître Pierre BERMES, avocat à la Cour à Luxembourg, qui n'a pas conclu.

## LA COUR D'APPEL:

Vu l'ordonnance de clôture de l'instruction du 13 janvier 2000.

Où le magistrat commis à ces fins en son rapport oral à l'audience.

Par requête adressée le 4 juin 1996 au tribunal du travail de Luxembourg B a exposé que suivant contrat de travail du 16 octobre 1995 il a été au service de la S.A. A et que par courrier recommandé daté du 8 mars 1996, il fut licencié dans les termes suivants

« Monsieur,

Nous avons constaté que malgré la lettre d'avertissement du 29.1.96 aucun effort n'a été fait de votre part.

En effet, vous avez exécuté une salle-de-bains à Marner lot 22 dans laquelle vous avez fait un travail désastreux.

Ensuite, nous vous avons fait poser un escalier à Bissen que même un apprenti aurait fait mieux. D'ailleurs vous avez vous-même procédé au démontage intégral de celui-ci.

Sans vous rappeler que l'escalier à Frisange devra lui aussi être démonté partiellement avec toutes les pertes que cela entraîne.

De ce fait, nous nous voyons contraints de nous passer de vos services et ceci à dater du 11.3.96.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sincères salutations. »

B conclut

principalement à voir

- qualifier le contrat intervenu entre lui et la S.A. A, de contrat à durée indéterminée ;
- déclarer abusif et vexatoire le licenciement intervenu ;

condamner la partie défenderesse à lui payer le montant de 457.260,- LUF du chef d'indemnité compensatoire de préavis, dommage matériel, dommage moral, congés impayés et salaires ;

subsidiairement à voir

- déclarer abusif et vexatoire le licenciement intervenu ;
- condamner la partie défenderesse à lui payer le montant 'de 249.432,- LUF, outre les intérêts sur les montants susmentionnés ainsi qu'une indemnité de procédure de 25.000,-LUF.

Lors des débats en première instance la société anonyme A a formulé une demande reconventionnelle contre B pour le montant de 57.504,- LUF sur base de l'article 47 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail exposant avoir licencié B en raison de la mauvaise exécution de son travail sur différents chantiers et qualifiant ces griefs de fautes lourdes intentionnelles équipollentes au dol.

La société A réclama encore au salarié le paiement de la facture lui adressée du chef de livraison d'une carrelotte pour la somme de 11.113,- LUF.

Par jugement contradictoire du 13 mars 1998 le tribunal du travail de Luxembourg a reçu la

demande en la pure forme ;  
donné acte au requérant qu'il renonce à sa demande pour autant qu'elle porte sur des congés impayés, un solde de salaire du mois de février 1996 et le salaire du mois de mars 1996;  
requalifié le contrat de travail signé le 16 octobre 1995 par les deux parties au procès en contrat de travail à durée indéterminée ;  
dit que le licenciement notifié le 8 mars 1996 constitue un licenciement avec effet immédiat ;  
écarté de l'offre de preuve formulée par la société anonyme A un fait et admis la société anonyme A à prouver par l'audition de témoins les autres faits offerts en preuve ;  
mis en intervention l'ETAT DU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG, en sa qualité de gestionnaire du Fonds pour l'emploi ;  
fixé la continuation des débats à une audience ultérieure ;  
réservé le surplus.

Suite à l'exécution de la mesure d'instruction ordonnée, le tribunal du travail de Luxembourg statuant contradictoirement à l'égard du requérant B et à l'égard de la société défenderesse A S.A., par défaut à l'égard de l'ETAT DU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG a :

dit que le licenciement avec effet immédiat du 8 mars 1996 est abusif ;  
condamné la société anonyme A à payer à B la somme de (164.004,- LUF à titre d'indemnité compensatoire de préavis + 60.000,- LUF à titre de dommages-intérêts pour préjudice moral) 224.004,- LUF avec les intérêts légaux à partir du 4 juin 1996, jour de la demande, jusqu'à solde ;  
condamné la société anonyme A à payer à B la somme de 20.000,- LUF à titre d'indemnité de procédure ;  
dit non fondées les demandes relatives aux dommages-intérêts pour préjudice matériel, à l'exécution provisoire du jugement ainsi qu'à l'augmentation du taux d'intérêt légal ;  
mis hors de cause l'ETAT DU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG ; dit la demande reconventionnelle non fondée, en a débouté ;  
condamné la société anonyme A à tous les frais et dépens de l'instance.

De cette décision la société A a régulièrement relevé appel suivant acte de l'huissier de justice Camille FABER d'Esch-sur-Alzette du 21 juillet 1999.

Faisant valoir qu'il résulte de l'enquête ordonnée que les faits gisant à l'appui du licenciement ont été prouvés à suffisance, elle demande que la partie adverse soit déboutée de sa demande concernant le caractère abusif du licenciement.

A titre subsidiaire elle conteste le montant alloué à titre de dommages-intérêts pour préjudice moral.

Dans l'acte d'appel elle conclut à l'adjudication de sa demande reconventionnelle en paiement de la somme de 57.504,- LUF à l'encontre de la partie intimée sur base de l'article 47 de la loi du 24 mai 1989.

Par conclusions notifiées le 1<sup>er</sup> décembre 1999 elle requiert encore l'adjudication de sa demande tendant au paiement de la somme de 11.113,- LUF.

A titre subsidiaire elle demande la compensation des montants en litige.

Elle demande que le montant requis soit augmenté des intérêts légaux à compter de la demande introductive d'instance jusqu'à solde et conclut à l'octroi d'une indemnité de procédure de 30.000,- LUF.

L'appelante fait plaider qu'il était clairement dans l'esprit de chaque partie au contrat que la relation de travail arriverait à son terme en date du 16 avril 1996. Dès lors, aux fins de replacer dans son contexte le licenciement avec effet immédiat intervenu en date du 8 mars 1996, il doit, selon elle, être tenu compte de cette circonstance. Ainsi, tout en sachant que la relation de travail se terminait le 16 avril 1996, soit un mois et 8 jours après, la société A a préféré se séparer de B immédiatement. En effet, la société A avait déjà envoyé un avertissement écrit à B en date du 29 janvier 1996. B n'a pas tenu compte de cet avertissement et son travail était toujours très insatisfaisant. Il résulte des enquêtes que l'intéressé a, après la lettre d'avertissement du 29 janvier 1996 lui reprochant un mauvais travail en général et plus particulièrement un travail mal effectué sur un chantier lot 11 à Marner qui dut être refait, au courant du mois de février mal effectué trois chantiers nécessitant le démontage puis le remontage. Cette situation eut de graves conséquences économiques pour la société A qui a travaillé à perte sur ces chantiers en comptabilisant les heures de B pour la pose du carrelage, les heures de démontage du carrelage ainsi que le carrelage enlevé sans compter le retard pris sur les autres chantiers. Ces fautes sont à qualifier de fautes graves justifiant le licenciement immédiat de B.

A titre subsidiaire, l'appelante demande à voir dire que la faute grave commise sur le chantier de Marner suffit à elle seule pour justifier le licenciement.

A titre tout à fait subsidiaire, elle offre de prouver par le serment litis-décisoire à déférer à B les faits gisant à l'appui de la lettre de licenciement dans les termes suivants

« S'il n'est pas vrai que :

B a été chargé de procéder à une chape sur le chantier de Frisange le 1 février 1996 qui dut être refaite par la suite.

B a carrelé un escalier à Bissen les 4, 5 et 6 mars 1996. Qu'en raison des malfaçons, B dut démonter tout le carrelage sur cet escalier.

Qu'en date des 13 et 14 février 1996, B a été chargé d'effectuer la pose de carrelage dans une salle de bains du lot 22 à Marner. »

A titre tout à fait subsidiaire, la société A conteste le montant de 60.000,LUF alloué à B à titre de dommage moral subi alors que celui-ci paraît exorbitant eu égard au peu d'ancienneté de l'intéressé et du fait qu'il a retrouvé un emploi immédiatement.

La partie A conteste en outre le paiement d'une indemnité de procédure alors que B, étant membre d'un syndicat, n'a partant déboursé aucune somme pour engager la procédure.

Quant à sa demande reconventionnelle la société A fait d'abord valoir qu'elle a fourni une carrellette à B pour la somme de 11.113,- LUF pour les besoins de son travail, que B refuse sans rimes ni raisons de payer cette facture.

Quant à la somme de 57.504,- LUF réclamée sur base de l'article 47 de la loi du 24 mai 1989 l'appelante fait plaider que, du simple fait qu'il est reproché à B d'avoir mal effectué un travail, ces malfaçons sont à considérer comme fautes graves ayant entraîné un préjudice pour la société A.

L'intimé conclut au débouté de l'appel et au débouté de la demande de la société A présentée sur base de l'article 240 du nouveau code de procédure civile.

Il sollicite pour sa part une indemnité de procédure de 30.000,- LUF pour les deux instances.

Il fait plaider que le tribunal a légitimement conclu que le licenciement intervenu était abusif.

Quant au dommage moral, B prétend avoir subi une atteinte manifeste à sa dignité tout d'abord, alors qu'il a dû subir les rumeurs et ouï-dires de la part de son entourage de travail, basés simplement sur des déclarations totalement injustifiées de son ancien employeur ; qu'au surplus, du fait de son licenciement injustifié, abusif et vexatoire, B s'est retrouvé dans une position délicate sur le marché de l'emploi, et dans l'anxiété constante de trouver rapidement un emploi.

Il relève encore que l'employeur était en défaut de règlement de salaires réduits à l'époque du licenciement ;

que c'est enfin à bon droit que les juges de première instance ont déclaré la demande reconventionnelle adverse formulée sur base de l'article 47 de la loi du 24 mai 1989 relative au contrat de travail non fondée ;

qu'il n'y a aucunement lieu à condamnation de la partie concluante au paiement du montant de 57.504,- LUF ;

qu'au surplus, il y a lieu de débouter la partie appelante de sa demande en augmentation du montant de la demande reconventionnelle, alors qu'il s'agit d'une demande nouvelle irrecevable en instance d'appel et il déclare avoir toujours contesté avoir acheté une carrelure à son employeur.

Selon l'intimé il y a lieu d'écarter les propos tenus par la partie adverse quant à la requalification du contrat de travail en cause.

Les faits relatés dans l'avertissement du 29 janvier 1996 sont formellement contestés, la partie intimée niant avoir été l'auteur de toutes les malfaçons qu'on lui reproche.

B demande que l'audition du témoin C sollicitée soit écartée pour n'être ni pertinente ni concluante,

que pareillement, l'offre de preuve par le biais du serment litis-décisoire de la partie intimée soit rejetée pour n'être ni pertinente ni concluante.

L'ETAT ayant constitué avocat en la personne de Maître BERMES n'a pas conclu.

Quant à la demande principale dirigée par B contre la S.A. A

Le témoin D, entendu en première instance, a déclaré être certain que c'est B qui a mal exécuté des travaux dans une salle de bains d'un immeuble à Marner.

S'il est exact que les dépositions faites par les trois témoins devant le tribunal du travail au sujet d'une mauvaise exécution de travaux de la part de B sur des chantiers situés respectivement à Frisange et Bissen ne sont pas basées sur des constatations personnelles, il reste que les déclarations afférentes reposant tant sur des propos de collègues de travail que sur des observations du Patron concordent et ne sont contredites par aucun élément du dossier.

Suivant pièces versées B s'est, par ailleurs, vu adresser le 29 janvier 1996, un avertissement écrit. La contestation de l'intimé B relative à la réception de cet avertissement est à rejeter au regard du récépissé portant sur un envoi recommandé fait le 30 janvier 1996 par la S.A. A à B à l'adresse telle qu'indiquée par celui-ci.

Dans cet avertissement écrit la société employeuse se réfère à plusieurs avertissements oraux quant à la qualité du travail de B en général et surtout quant à la mise en œuvre de la chape, constate qu'il n'a pas tenu compte des remarques répétées faites à son adresse, l'informe du coût élevé de la réfection des malfaçons, indique que le carrelage par lui posé dans un appartement référencé Lot 11 à Marner est mis hors d'équerre, estime que toutes ces remarques sont inadmissibles pour un carreleur expérimenté et payé à un tarif comme le sien et précise qu'elle n'admettra plus aucune malfaçon.

Eu égard à l'ensemble des éléments qui précèdent il y a lieu d'écarter comme non fondées les conclusions de B par lesquelles il conteste avoir été l'auteur des travaux affectés des malfaçons lui reprochées.

Sur base du résultat de l'enquête il y a lieu de retenir, quant aux susdits travaux, qu'une partie du carrelage d'une salle de bains à Marner a dû être enlevée et remise en place, qu'une chape sur un chantier à Frisange a dû être égalisée, que sur le même chantier un escalier était mal exécuté et que le carrelage d'un escalier sur un chantier à Bissen a dû être démonté et être posé à nouveau.

Les faits reprochés à B dans la lettre de licenciement étant établis et, eu égard à leur nature et à leur répétition, d'une gravité de nature à justifier un licenciement avec effet immédiat, ce d'autant plus que l'intimé avait été engagé en qualité de carreleur et qu'il avait été mis en garde par des avertissements avant son licenciement, celui-ci est, par réformation de la décision entreprise, à déclarer régulier et justifié.

B est dès lors à débouter de ses demandes en obtention d'une indemnité de préavis et de dommages et intérêts.

Quant à la demande reconventionnelle présentée par A S.A. contre B

Cette demande porte, tant en première instance qu'en instance d'appel, sur les sommes de 57.504,- LUF et 11.113,- LUF, la teneur de la demande reconventionnelle telle que présentée devant le tribunal du travail étant documentée par le jugement du 13 mars 1998.

Le montant de 57.504,- LUF est réclamé sur base de l'article 47 de la loi sur le contrat de travail et se décompose comme suit :

♦ chantier à Frisange :

-salaire de B

le 1<sup>er</sup> février 1996: 8 x 474,- = 3.792,- LUF

-salaire de F le 26.2.1996 8 x 474,- = 3.792,- LUF

♦ chantier « Lot 22 » à Marner :

-salaire de B les

13 et 14 février 1996 : 16 x 474,- = 7.584,- LUF - salaire de G

les 26 et 27 février 1996 : 16 x 474,- = 7.584,- LUF

♦ chantier à Bissen :

-salaire de B les

4, 5 et 6 mars 1996 : 24 x 474,- = 11.376,- LUF - salaire de H les 18, 19 et 20

mars 1996 : 24 x 474,- = 11.376,- LUF

♦ 15 m<sup>2</sup> de carrelage x 800,- LUF 12.000,-

LUF

Aux tenues de l'article 47 de la loi sur le contrat de travail :

« L'employeur supporte les risques engendrés par l'activité de l'entreprise. Le salarié supporte les dégâts causés par ses actes volontaires ou par sa négligence grave. »

B fait valoir que la S.A. A n'a rapporté aucune preuve de négligence grave ou d'un acte volontaire dans le chef du salarié.

Un acte volontaire de la part de B n'est pas prouvé, ni même allégué.

Comme, d'une part, la mauvaise exécution des travaux retenue à charge de B fut telle qu'elle nécessitait, non pas des redressements mineurs, mais des travaux de réfection, voire des travaux de démontage et de nouvelle pose et eu égard, d'autre part, à la qualification du salarié, l'exécution défectueuse des travaux en cause est à qualifier de négligence grave de la part du salarié.

Compte tenu de ce que l'employeur a de toute façon dû payer une fois la rémunération du salarié chargé des travaux, il ne saurait prétendre à se faire rembourser deux fois les frais afférents ; sa demande portant sur les salaires relatifs aux travaux ayant dû être refaits est donc, à défaut de contestation quant au nombre d'heures et au tarif horaire mis en compte, à adjuger à concurrence de la moitié du montant réclamé, soit à raison de 3.792,- + 7.584,- + 11.376,- = 22.752,- LUF.

A défaut de contestation quant aux frais de matériaux mis en compte, la demande afférente portant sur le montant de 12.000,- LUF est également à adjuger.

La société A réclame en second lieu le paiement de 11.113,- LUF du chef de fourniture d'une carrellette à B pour les besoins de son travail.

Eu égard à la contestation de B relative à l'achat de cette carrellette – dont la facture fut d'ailleurs établie seulement le 15 mai 1996, donc après le licenciement – et à défaut de preuve quant à une obligation au paiement afférent dans le chef du salarié, la société A est à débouter de ce chef de sa demande reconventionnelle.

De ce qui précède il résulte que, par réformation du jugement entrepris, la demande reconventionnelle de la société A est à adjuger pour le montant de 34.752,- LUF en principal.

L'appelante demande que ce montant soit augmenté des intérêts légaux à partir de la demande introductive jusqu'à solde.

La demande en augmentation du montant réclamé est critiquée par la partie B d'irrecevable comme étant une demande nouvelle en instance d'appel.

Les dossiers de procédure versés ne documentent pas la présentation en première instance d'une demande en allocation d'intérêts sur le montant principal sollicité.

Si des intérêts ne peuvent dès lors être alloués à partir de la présentation de la demande en première instance, la demande afférente est cependant, en conformité avec l'article 592, alinéa 2 du nouveau code de procédure civile, à recevoir et à adjuger à partir de sa présentation en instance d'appel.

Quant aux demandes relatives aux indemnités de procédure

B ayant succombé dans toutes ses revendications et dans la quasi-totalité de ses moyens de défense opposés à la demande reconventionnelle et restant en défaut de justifier en quoi il serait inéquitable de laisser à sa charge des sommes par lui exposées, non

comprises dans les dépens, est, par réformation de la décision entreprise, à débouter de sa demande en obtention d'une indemnité de procédure présentée en première instance et il l'est de même de celle présentée en instance d'appel.

Faute par la société A de justifier dans son chef de l'iniquité requise par l'article 240 du nouveau code de procédure civile, sa demande en obtention d'une indemnité de procédure, contestée par l'intimé B, est à son tour à rejeter.

Le présent arrêt est à déclarer commun à l'ETAT DU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG en sa qualité de gestionnaire du Fonds pour l'emploi.

PAR CES MOTIFS :

la Cour d'appel, troisième chambré, siégeant en matière de droit du travail, statuant contradictoirement, sur le rapport oral du magistrat commis à ces fins, le représentant du ministère public entendu en ses conclusions,

reçoit l'appel,

le dit partiellement fondé,

réformant :

dit le licenciement de B régulier,

dit non fondée la demande de B en obtention d'une indemnité compensatoire de préavis et de dommages et intérêts,

en déboute,

dit la demande reconventionnelle de la S.A. A partiellement fondée,

condamne B à payer à la S.A. A le montant de 34.752,- LUF avec les intérêts légaux à partir du 21 juillet 1999 jusqu'à solde,

dit la demande reconventionnelle non fondée pour le surplus, en déboute,

dit non fondée la demande de B en obtention d'une indemnité de procédure pour la première instance,

en déboute,



dit non fondées' les demandes présentées par B et la société A sur base de l'article 240 du nouveau code de procédure civile en instance d'appel,

en déboute,

déclare le présent arrêt commun à l'ÉTAT DU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG en sa qualité de gestionnaire du Fonds pour l'emploi,

condamne B aux frais et dépens des deux instances.